

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

PRIORIS

Société par actions simplifiée au capital de 39.136.400 Euros
Siège social : 69, avenue de Flandre, 59700 Marcq-en-Barœul
489 581 769 R.C.S. Lille Métropole

Assemblée Générale Ordinaire 26 mai 2025

I. — Bilan.
(En milliers d'Euros)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 1)	8.254	95.288
Créances sur la clientèle (note 2)	432.651	509.553
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-Bail et location avec option d'achat (note 3)	430.245	473.963
Location simple		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 4)	444	393
Comptes de régularisation (note 5)	5.633	6.488
Total de l'actif	877.227	1.085.685

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit		
A vue (note 6)	8.165	1
A terme (note 6)	783.487	992.144
Opérations avec la clientèle (note 7)	3.077	3.347
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 8)	13.496	14.735
Comptes de régularisation (note 9)	8.142	15.646
Provisions (note 10)	10.275	10.765
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital souscrit (note 27)	39.136	39.136
Primes d'émission et de fusion	2.365	2.365
Réserves	4.198	1.550
Ecarts de réévaluation		
Report à nouveau (note 27)	2	
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Résultat de l'exercice (note 27)	4.884	5.996
Total du passif	877.227	1.085.685

HORS BILAN (note 13)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés :		
Engagements de financement	6.092	4.809
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	15.000	15.000
Engagements de garantie	1.056	1.607
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat.

(en KEUR)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés (note 14)	17.098	14.008
- Intérêts et charges assimilées (note 15)	26.542	18.485
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 16)	149.047	145.597
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 17)	126.653	123.859
+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 18)	18.277	18.271
- Commissions (charges) (note 18)	1.583	3.696
+/- Gain ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire (note 19)	983	3
- Autres charges d'exploitation bancaire (note 20)	2.716	3.631
Produit net bancaire	27.911	28.208
- Frais de personnel		
- Charges générales d'exploitation (note 21)	11.204	10.370
- Dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	16.707	17.838
+/- Coût du risque (note 22) *	-8.770	-8.510
Résultat d'exploitation	7.937	9.328
+/- Gain ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	7.937	9.328
- Impôt sur les bénéfices (note 23)	3.053	3.332
+/- Dotations/risques de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	4.884	5.996

III. — Annexe aux comptes sociaux.

1. Règles et méthodes comptables

Méthodes comptables

Les comptes de la Société ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

La société a opté pour l'amortissement financier des biens donnés en crédit-bail en application des dispositions de l'article 39 C du Code Général des Impôts.

Crédit-bail et location avec option d'achat

Les immobilisations mises en location sont enregistrées hors taxes à leur coût d'acquisition, diminué de l'amortissement financier cumulé.

Créances douteuses ou litigieuses

Les créances douteuses et douteuses compromises sont valorisées par actualisation des flux.

Elles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur montant net de dépréciations. Elles comprennent les échéances impayées, le capital restant dû des dossiers de financement présentant des impayés non régularisés depuis plus de 3 mois, et le cas échéant les indemnités de résiliation contentieuse.

La restructuration d'un dossier avec des échéances impayées en recouvrement amiable entraîne l'inscription en créances douteuses des échéances impayées et du capital restant dû à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et qu'il n'existe plus de soldes impayés.

En application du règlement de l'ANCN° 2014-07, les créances douteuses compromises sont identifiées au sein de nos créances douteuses et litigieuses, sur base d'attributs particuliers.

Par ailleurs, les créances de type protocoles sont maintenues en créances douteuses et litigieuses, et dépréciées de façon statistique au travers de la provision des affaires dont elles sont originées.

Dépréciations des créances douteuses ou litigieuses, passage en perte

Elles sont calculées en fonction de la perte estimée probable, selon un mode de détermination statistique pour l'activité retail et un mode de détermination individuel pour les créances significatives.

Lorsque la mise en œuvre des opérations de recouvrement ne permet pas de solder une créance client, cette dernière est passée en perte.

Provisions

Une provision est constatée lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Risque de crédit / Provisions collectives

L'établissement comptabilise des provisions collectives pour risque de crédits sur des encours dégradés mais non encore identifiés comme douteux au niveau individuel (portefeuilles homogènes).

Suite à la mise en œuvre de la norme IFRS 9 (Instruments financiers) dans les comptes consolidés de sa société mère en 2018, la société a décidé d'appliquer la méthodologie d'IFRS 9 dans ses comptes sociaux et considère cette approche comme préférentielle car permettant de fournir une meilleure information.

Selon IFRS 9, les encours sont classés en 3 catégories (stage ou étape) :

- Etape 1 (stage 1) : Encours sains/performants (classement initial, absence d'augmentation significative du risque de crédit)
- Etape 2 (stage 2) : Encours dégradés (augmentation significative depuis l'entrée au bilan / impayé depuis plus de 30 jours)
- Etape 3 (stage 3) : Encours douteux / en défaut (situation de défaut / impayé depuis plus de 90 jours)

Le périmètre d'application de ce nouveau modèle de provisionnement concerne les encours de crédits (hors encours de leasing) ainsi que les engagements par signature, à savoir les engagements de financement et les engagements de garantie.

Coût d'acquisition des dossiers de financement

Le coût d'acquisition des dossiers de financement est constitué d'une part, des commissions payées aux prescripteurs et d'autre part, des frais de dossier facturés à la clientèle.

Les commissions payées aux prescripteurs et les frais de dossier sont étalés sur la durée probable des contrats de financement auto soit 30 mois.

Au bilan, les coûts d'acquisition relatifs à l'activité Crédit sont intégrés à l'encours du crédit concerné. Ceux relatifs à la location sont intégrés aux immobilisations louées.

2. Notes sur le bilan (en KEUR)**Note 1. Créances sur les établissements de crédit.**

	2024	2023
A vue		
Comptes courants bancaire	2.450	5.824
<i>Dont réseau SG</i>	2.450	5.824
Intérêts courus	1	34
Prêts	5.803	89.430
A terme		
Prêts		
<i>Dont réseau SG</i>		
Intérêts courus		
Total	8.254	95.288

Note 2. Créances sur la clientèle.

	2024	2023
Crédit à la clientèle	409.387	473.999
Propositions financées et à financer	3.387	5.342
Créances brutes	37.708	42.633
<i>Dont impayés < 90 jours</i>	1.738	8.424
<i>Dont créances douteuses non compromises</i>	15.669	15.862
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	20.301	18.347
Dépréciations des créances	-24.522	-22.555
<i>Dont créances douteuses non compromises</i>	-7.583	-7.084
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	-16.939	-15.471
Intérêts courus	968	879
Coût d'acquisition des dossiers de financement	5.723	9.255
Total	432.651	509.553

Ventilation des créances sur la clientèle par type de contrepartie et par zone géographique

	Client résident	Client non-résident
Société non financière	31.203	
Entrepreneurs individuels	20.214	
Particuliers	380.731	502
Société financière	1	
Total	432.149	502

Note 3. Crédit-bail et location avec option d'achat.

	2024	2023
Immobilisations nettes louées	404.448	449.625
<i>Dont valeurs brutes</i>	574.010	627.435
<i>Dont amortissements</i>	-169.562	-177.810
Immobilisations en cours	-18	
	23.535	18.376
Créances brutes dont impayés < 90 jours	4.446	3.560
<i>Dont créances douteuses non compromises</i>	8.154	6.116
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	10.935	8.700
Dépréciations	-11.354	-8.694
<i>Dont créances douteuses non compromises</i>	-3.700	-2.661
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	-7.654	-6.033
Coût d'acquisition des dossiers de financement	13.634	14.656
Total	430.245	473.963

Passage à l'encours financier.

	2024	2023
Immobilisations nettes louées	404.448	449.625
Réserve latente en location financière	1.050	961
Comptes de régularisation financiers	-2.317	-1.768
Encours financier	403.181	448.818

Note 3 - Mouvements sur les immobilisations brutes louées.

Parc au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Parc au 31/12/2024
627.435	148.459	201.884	574.010

Note 4. Autres actifs.

	2024	2023
TVA à récupérer	384	338
Divers	36	55
Créances clients	24	
Créances fiscales et sociales		
Total	444	393

Note 5. Comptes de régularisation actif.

	2024	2023
Cartes grises et malus	2.164	2.324
Autres produits à recevoir	1.751	2.343
Stock d'imprimés	4	5
Charges constatées d'avance	1.558	1.677
Autres	156	139
Total	5.633	6.488

Note 6. Dettes envers les établissements de crédit.

	2024	2023
A vue		
Comptes courants bancaires	8.165	
Intérêts courus		1
Emprunts		
Total	8.165	1
A terme		
Emprunts	771.000	981.000
<i>Dont réseau SG</i>	<i>771.000</i>	<i>981.000</i>
Intérêts courus	12.487	11.144
Total	791.652	992.145

Note 7. Operations avec la clientèle.

Ce poste représente les soldes créditeurs des dossiers de crédit et de location en attente de remboursement ou de régularisation.

Note 8. Autres passifs.

	2024	2023
Dépôts de garantie reçus	602	845
Fournisseurs groupe fournisseurs d'immobilisations louées	3.507	3.231
Autres fournisseurs	1.854	3.784
TVA à reverser	54	
Dettes fiscales et sociales	4.154	3.274
	3.325	3.601
Total	13.496	14.735

Note 9. Comptes de régularisation passif.

	2024	2023
Produits constatés d'avance	399	392
Charges à payer	404	442
Commissions à payer	7.128	14.545
Impôts et taxes à payer	-10	-47
Divers	221	314
Total	8.142	15.646

Note 10. Provisions.

	2023	Dotations	Reprises	2024
Provisions litiges	5.053	1.220	953	5.320
Provisions pour risques clientèle	5.712	525	1.282	4.955
Total	10.765	1.745	2.235	10.275

Note 11. Information sur les postes concernant les entreprises liées.

En KEUR	2024	2023
Actif		
Comptes courants bancaires	2.450	5.825
Prêts	5.804	89.430
Intérêts courus	1	34
Prêts à terme		
Passif		
Comptes courants bancaires	8.165	
Emprunts à vue		
Emprunts à terme	771.000	981.000
Intérêts courus	12.487	11.146
Fournisseurs groupe	3.507	3.231
Charges à payer		
Divers		
Résultat		
Produits financiers	1.170	958
Charges financières	26.542	18.485

Note 12. Emplois et ressources selon la durée restant à courir.

(en KEUR)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024				
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
Emplois					
Comptes courants bancaires et prêts (1)	8.254				8.254
Crédits à la clientèle (1)	43.157	99.474	267.651	2.491	412.773
Créances sur la clientèle (2)	25.367				25.367
Loa (3)	29.091	91.800	281.032	1.257	403.180
Total	105.869	191.274	548.683	3.748	849.574
Ressources					
Comptes courants bancaires et emprunts (1)	133.000	223.000	415.000		771.000
Dépôts des dossiers LOA	51	199	338	14	602
Total	133.051	223.199	415.338	14	771.602
(1) Hors intérêts courus (2) Créances nettes, activités crédit et leasing (3) Encours financiers hors dépôts de garantie					

3. Note sur les éléments de hors bilan (en KEUR).**Note 13. Engagements.**

Engagements donnés	2024	2023
Engagements de financement	6.092	4.809
Total	6.092	4.809
Engagements reçus	2024	2023
Ligne de sécurité (1)	15.000	15.000
Caution CGL (2)	115	115
Garanties reçues d'établissements de crédit (3)	941	1.492
Total	16.056	16.607

(1) CGL garantit à PRIORIS une ligne de sécurité de 15 MEUR.

(2) CGL s'est portée caution de la société PRIORIS dans le cadre d'une garantie financière à hauteur de 115 KEUR (art n° L 512-7 et R 512-15 du Code des assurances).

(3) Ce poste comprend principalement les garanties reçues dans le cadre de l'activité de financement de stock.

4) Notes sur le compte de résultat (en KEUR).

Note 14. Intérêts et produits assimilés.

Sur opérations avec Ets. De Crédit	2024	2023
Comptes et prêts	1.170	958
Total	1.170	958

Sur opérations avec la clientèle	2024	2023
Intérêts échus	22.020	21.635
Intérêts et pénalités clients douteux	654	596
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-6.746	-9.181
Total	15.928	13.050
Total général	17.098	14.008

Note 15. Intérêts et charges assimilées.

	2024	2023
Sur opérations avec Ets. De Crédit		
Sur comptes et emprunts	26.542	18.485
Total	26.542	18.485

Note 16. Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés.

	2024	2023
Loyers afférents à l'exercice	108.620	115.211
Intérêts, pénalités et autres produits	166	163
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-11.649	-12.388
Indemnités de résiliation à recevoir	7.532	5.403
Plus-values de cessions immobilisations louées	44.378	37.208
Total	149.047	145.597

Note 17. Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées.

	2024	2023
Dotations aux amortissements	126.294	123.567
Divers	359	292
Total	126.653	123.859

Note 18. Commissions.

Les produits correspondent aux rétrocessions de commissions accordées par les compagnies d'assurance suite aux placements de produits d'assurance pour les dossiers de la clientèle.

Les charges correspondent aux commissions liées aux accords de marques ainsi qu'aux commissions sur opérations bancaires.

	2024	2023
Commissions accords de marques	591	2.399
Commissions diverses	992	1.297
Total	1.583	3.696

Note 19. Autres produits d'exploitation bancaire.

	2024	2023
Frais de dossier		
Autres	983	3
Total	983	3

Note 20. Autres charges d'exploitation bancaire.

	2024	2023
Cartes grises et malus	1.894	2.233
Dommages intérêts clients	822	1.398
Autres		
Total	2.716	3.631

Note 21. Charges générales d'exploitation.

	2024	2023
Frais administratifs	963	341
Convention de prestations de service groupe	9.937	9.711
Impôts et Taxes	304	318
Total	11.204	10.370

La distribution et la gestion des financements sont assurées par CGL.

Le tableau ci-dessous présente les honoraires facturés par nos commissaires aux comptes au cours des deux derniers exercices:

	Kpmg	Ernst & young audit	Price waterhouse coopers audit	Deloitte & associés
	2024	2023	2024	2023
Certification des comptes	15	13	14	15
Services autres que la certification des comptes (SACC)	4	0	4	0
Total	19	13	18	15

Note 22. Coût du risque.

Les montants repris sous cette rubrique correspondent aux dotations pour dépréciation et reprises enregistrées sur :

- les créances :
 - stage 1 (cf. § règles et méthodes comptables) : encours sains/performants (classement initial, absence d'augmentation significative du risque de crédit)
 - stage 2 (cf. § règles et méthodes comptables) : encours dégradés présentant une augmentation significative depuis l'entrée au bilan / impayé depuis plus de 30 jours
- les créances douteuses ou litigieuses (stage 3, cf. § règles et méthodes comptables)
- les créances irrécouvrables (passage en perte)
- VNC contentieuses.

La désactualisation est intégrée dans le coût du risque.

Note 23. Impôt.

PRIORIS SAS est intégrée depuis 2020 au périmètre d'intégration fiscale dont SOCIETE GENERALE est la société mère. Le bénéfice fiscal s'élève à 11.824 KEUR et l'impôt sur les sociétés à 3.053 KEUR.

La dette latente d'impôts différés sur les différences temporaires s'élève à 3.840 KEUR.

5). Autres informations**Note 24. Consolidation.**

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de la SOCIETE GENERALE, via le palier de consolidation de CGL - Compagnie Générale de Location d'Equipements.

Note 25. Effectif.

La distribution et la gestion de financements sont assurées par la société CGL. Les redevances payées à cet effet sont représentées par la convention de prestation de services (note 21).

Note 26. Ventilation des actions composant le capital social au 31 décembre 2024.

Associe	Nombre d'actions	Nominal de l'action en euros	Droit de Vote
CGI	371.796	100	Simple
EMIL FREY MOTORS France (ex - PGAMOTORS)	19.568	100	Simple
Total	391.364	100	

Le capital social de PRIORIS de 39.136.400 EUR est constitué de 391.364 actions, toutes intégralement souscrites et libérées.

Note 27. Variation des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres au 31 décembre 2023	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Distributions	Augmentation de capital	Capitaux propres au 31 décembre 2024
Capital souscrit	39.136					39.136
Prime d'émission et de fusion	2.365					2.365
Réserve légale	1.550					1.850
Réserve spéciale		300		2.348		2.348
Ecart de réévaluation						
Report à nouveau				-2		-2
Résultat	5.996		4.884	-5.996		4.884
Provisions réglementées						
Total	49.047	300	4.884	-3.650	0	50.581

Note 28. Transactions entre parties liées.

Il n'existe pas de transaction significative et non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

Note 29. Evènements survenus au cours de l'exercice.

L'année 2024 reste marquée par un environnement économique dégradé avec une croissance du PIB de 1% et des incertitudes sur l'environnement géopolitique (stabilité politique en France, contexte électoral aux US, vulnérabilité au protectionnisme). La normalisation de l'inflation a incité la BCE à entamer un cycle de baisse de ses taux directeurs BCE depuis juin 2024 (-100bps).

En 2024, les immatriculations de véhicules neufs en France ont atteint 1,755 million d'unités, soit une baisse de 3,2% par rapport à 2023, où le marché avait connu une forte reprise après la pénurie de semi-conducteurs.

Pour les particuliers, le volume s'établit à environ 800 000 unités, soit une baisse de 3,2%. Les prix élevés, l'incertitude économique ou encore l'évolution des besoins de mobilité expliquent cette tendance.

Sur l'électrique, les volumes baissent de 2,6% et la part de marché se maintient à 16,9%. Après un début d'année dopé par le leasing social, le reste de l'année s'est montré moins dynamique.

En 2024, les immatriculations de véhicules d'occasion en France ont augmenté de 3 %, atteignant 5 398 335 immatriculations. Malgré cette dynamique positive, la baisse cumulée de 8,0 % depuis 2019 met en lumière les impacts durables des transformations structurelles du secteur automobile après le Covid-19. Moins de véhicules neufs sont mis sur le marché, limitant les stocks et maintenant des prix à des niveaux élevés.

Note 30. Evènements postérieurs à la clôture.

Aucun événement significatif, susceptible d'influencer les comptes arrêtés au 31 décembre 2024, n'est intervenu jusqu'à la date du conseil de surveillance d'arrêtés des comptes.

Note 31. Identité de la société mère consolidant les comptes de la société.

Dénomination sociale – Siège social	Forme	Pourcentage détenu
Compagnie générale de location d'équipements 69, avenue de Flandre 59700 Marcq-en-Barœul France	SOCIETE ANONYME	95%
Emil frey motors France 39 avenue d'léna 75116 paris	SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE A ASSOCIE UNIQUE	5%

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2024)

À la collectivité des associés de la société Prioris,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Prioris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables, votre société constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations statistiques ou individuelles.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 7 mai 2025

Kpmg sa
Nicolas de luze
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 7 mai 2025

PricewaterhouseCoopers Audit
Alexandre Decrand
Associé

V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Décisions collectives des associés relatives à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.227-10 du code de commerce.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 7 mai 2025

Les commissaires aux comptes :

Pricewaterhousecoopers Audit :

Alexandre decrand ;

Kpmg sa :

Nicolas DE LUZE

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est établi en vertu des dispositions de l'article L.232-1 du Code du Commerce, , il est tenu à la disposition du public au siège social de la société – 69 avenue de Flandre – 59700 MARCQ EN BAROEUL – SGL/JUR/FRA

Les comptes de la société ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.